

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2017

PLF POUR 2018 - (N° 235)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° II-CF142

présenté par
M. Philippe Vigier

ARTICLE 34

Rédiger ainsi cet article :

Le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, pour 2018, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé à 394 058 emplois.

Ce plafond est réparti comme suit :

Mission/Programme	Plafond exprimé en ETPT
Action extérieure de l'État	6 126
Diplomatie culturelle et d'influence	6 126
Administration générale et territoriale de l'État	0
Administration territoriale	0
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	0
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et	1 3701
de l'aquaculture	12 727
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	968
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	6
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	1 327
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 327
Cohésion des territoires	
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	379
Politique de la ville	285
	94

Culture	13 722
Patrimoines	8 368
Création	3 200
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	2 154
Défense	6 603
Environnement et prospective de la politique de défense	5 117
Préparation et emploi des forces	354
Soutien de la politique de la défense	1 132
Direction de l'action du Gouvernement	0
Coordination du travail gouvernemental	0

Écologie, développement et mobilité durables	
Infrastructures et services de transports	19 152
Affaires maritimes	4 603
Paysages, eau et biodiversité	238
Expertise, information géographique et météorologie	5 151 7 121
Prévention des risques	1 309
Énergie, climat et après- mines	358
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	372
Économie	1 952
Développement des entreprises et régulations	1 952
Enseignement scolaire	
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 720 2 720

Gestion des finances publiques et des ressources humaines	689
Fonction publique	689
Immigration, asile et intégration	1 240
Immigration et asile	475
Intégration et accès à la nationalité française	765
Justice	580
Justice judiciaire	222
Administration pénitentiaire	243
Conduite et pilotage de la politique de la justice	115
Médias, livre et industries culturelles	2 384
Livre et industries culturelles	2 384
Outre-mer	0
Emploi outre-mer	0

Recherche et enseignement supérieur	
Formations supérieures et recherche universitaire	259 376
Vie étudiante	164 776
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	12722
Recherche spatiale	70 511
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	2417
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	4 403
Recherche culturelle et culture scientifique	2 291
Enseignement supérieur et recherche agricoles	1046
Régimes sociaux et de retraite	1210
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0
Santé	0
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	1 019
Sécurités	1 019
Police nationale	267
	267

Solidarité, insertion et égalité des chances	7 729
Inclusion sociale et protection des personnes	30
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	7 699
Sport, jeunesse et vie associative	0
Sport	0
Jeunesse et vie associative	0
Travail et emploi	
Accès et retour à l'emploi	54 919
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	47 328
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	7 516
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	75 0

Contrôle et exploitation aériens	
Soutien aux prestations de l'aviation civile	173 173
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	0 0
Total général	394 058

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à diminuer le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État pour 2018 de 3 %.

Seuls les opérateurs d'État intervenant dans les domaines suivants seraient épargnés par cette baisse : Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation, cohésion des territoires, défense, justice, recherche et enseignement supérieur, Sécurités.

En conséquence, les autres opérateurs d'État devront subir une baisse plus importante de leurs effectifs pour parvenir à cet objectif global de 3 %.